

Europe

Créer un espace public transnational : l'exemple des Attac d'Europe

En Europe, l'horizon politique est essentiellement celui de la communauté nationale. Pourtant, dans le cas des États membres de l'Union européenne, une partie importante des décisions politiques est prise dans le cadre d'institutions *de facto* supranationales. Le morcellement des espaces publics nationaux est un obstacle pour les organisations qui cherchent à donner aux citoyens des États membres les moyens de se saisir collectivement des questions de politique européenne.

Attac s'est voulue dès ses débuts un mouvement mondial, mais son centre de gravité correspond en fait à l'Europe continentale, et principalement aux pays de l'Union européenne¹. Les associations Attac d'Europe tentent de coordonner leur réflexion critique et leurs mobilisations relatives aux politiques européennes et contre les institutions qui les conçoivent et les mettent en œuvre. Leurs efforts de coordination à l'échelle européenne illustrent les difficultés et les succès rencontrés lors de la création d'un espace public transnational.

1. À l'exception d'Attac Norvège, d'Attac Suisse et d'Attac Maroc, qui participent également au processus de rapprochement entre les Attac d'Europe.

MARIE PLASSART,
post-doc, université Lyon 2

MICHEL CHRISTIAN,
doctorant, université de Genève

La présentation des rencontres européennes des associations Attac qui suit est celle de deux « participants observateurs » (plutôt qu'observateurs participants) qui souhaitent revenir après coup sur leur expérience avec le souci de prolonger l'effort de construction de ce nouvel espace démocratique.

Se rencontrer : différentes configurations

L'échelle européenne pose deux types de problèmes pour une association comme Attac. Le premier tient au caractère essentiellement national de l'implantation des Attac d'Europe, le second, aux échelons auxquels se nouent les contacts. Ces deux problèmes se retrouvent à des degrés divers dans les trois formes de contacts qui existent actuellement entre les Attac d'Europe : les rencontres entre dirigeants, les rencontres entre comités

locaux européens et la première université d'été. C'est à ces trois formes de contact que nous nous intéresserons ici.

Les rencontres entre dirigeants : Attacsem

La plupart des Attac en Europe ont été fondées entre 1998 et 2001. Dès 2002 s'est mise en place entre eux une coordination appelée « Attac séminaire » ou plus simplement « Attacsem ». Les réunions d'Attacsem ont lieu tous les mois par téléphone et physiquement tous les six mois, dans une ville à chaque fois différente. Les participants communiquent également sur une liste de diffusion électronique. Lors des réunions en face en face², chaque Attac est représentée par un maximum de deux représentants de la direction et trois représentants des comités locaux. Les représentants des comités locaux sont présents de manière irrégulière et ne se connaissent pas entre eux, à la différence des membres des directions qui se connaissent depuis longtemps et entretiennent même des liens d'amitié. Ces derniers, que l'on peut qualifier d'*insiders*, sont en contact permanent et jouent le rôle décisionnel réel. Il existe une forte homogénéité sociologique entre ces participants, le plus souvent jeunes et évoluant dans le milieu universitaire en tant qu'étudiants ou jeunes enseignants.

Attacsem joue de fait le rôle d'une coordination exécutive entre les différents Attac d'Europe. Chaque Attac y dispose d'une voix. La langue de travail est l'anglais, maîtrisé le mieux par les participants allemands et scandinaves, ce qui leur donne un avantage non négli-

geable dans les discussions. Les décisions se prennent au consensus et doivent tenir compte d'équilibres délicats entre situations et cultures politiques nationales différentes. Cela a pour conséquence de donner un poids important aux Attac les plus réduits en effectifs, notamment scandinaves. De plus, les représentants de chaque Attac y travaillent sans mandat : les comités locaux ne sont invités à donner leur avis qu'après coup, au cours d'un laps de temps souvent bref et sur un texte déjà issu de compromis présentés comme trop fragiles pour être remis en question. C'est toutefois à ce prix qu'Attacsem parvient à définir des campagnes communes et à rédiger des textes communs qui permettent à Attac d'apparaître comme une association véritablement européenne.

Certains membres d'Attac y voient une similitude avec le fonctionnement intergouvernemental tant décrié des institutions de l'Union européenne. Pourtant, il ne s'agit pas de choisir entre démocratie et efficacité : un texte ou une campagne venu d'Attacsem sera plus efficacement relayé auprès des membres des associations nationales si ces derniers ont été associés autant que possible à son élaboration. Encore ce clivage entre direction centrale et membres de l'association résulte-t-il d'une vision avant tout française : dans les Attac aux effectifs réduits (comme les Attac scandinaves), la question ne se pose pas, tandis qu'au sein d'Attac Allemagne, les comités locaux très autonomes n'éprouvent pas le besoin de se sentir représentés par la direction nationale.

Les rencontres entre comités locaux

La première rencontre entre comités locaux des Attacs d'Europe s'est tenue à l'initiative du comité local d'Attac

2. Ces observations se fondent sur la participation de l'un des auteurs de l'article à la réunion Attacsem tenue à Francfort en novembre 2008.

Weimar-Iéna en juin 2006. Elle a été suivie de deux rencontres du même type à Toulouse en mai 2007 et à Berlin en mai 2008. Ces rencontres, qui ont réuni à chaque fois entre 30 et 100 militants, se sont donné pour but de construire des relations horizontales directes entre les Attac d'Europe.

Leur organisation, étalée sur deux à trois jours, se fait en ateliers proposés par des comités locaux sur des questions de politique européenne. L'objectif est l'action immédiate, mais il faut reconnaître qu'elles ont peu de force exécutive : la première rencontre s'est par exemple achevée sur un « Appel de Weimar », reproduit dans la presse locale. En revanche, de manière plus discrète, elles permettent l'approfondissement et la diffusion du travail des comités locaux.

Par rapport à Attacsem, ces rencontres promeuvent les relations directes entre le plus grand nombre possible de militants. Elles ont d'ailleurs rencontré un écho particulièrement positif en France, dans le contexte des conflits au sein de la direction nationale d'Attac en 2006 et 2007. Sans jamais faire le procès d'Attacsem, qui reste peu connu, elles ont explicitement encouragé les liens entre « militants de base » de chaque pays, indépendamment des directions nationales. Ces rencontres ont ainsi mis en évidence la diversité interne à chaque Attac, voire la fiction que peut représenter une « position nationale » : sur la question du fédéralisme européen, par exemple, certains groupes locaux français peuvent se sentir plus proches des comités locaux allemands que de la position d'Attac France, qui doit tenir compte des sensibilités divergentes qui cohabitent en son sein.

Dans ce type de rencontre, les membres français et allemands représentent l'essentiel des effectifs. Les Attac d'Italie, d'Es-

pagne, de Grèce et de Suisse y sont également présents, mais les Attac d'Europe centrale (Hongrie, Pologne) et de Scandinavie remarquablement absents. Le principe selon lequel chacun doit pouvoir s'exprimer dans sa langue conduit à utiliser le français et l'allemand comme langues de travail. Cela pose pour les rencontres à venir la question de la « démocratie linguistique » : en l'absence de moyens suffisants pour assurer une véritable traduction multilatérale, vaut-il mieux utiliser les deux seules langues d'une majorité de participants ou l'anglais, qui est la langue de travail privilégiée par les Attac scandinaves et d'Europe centrale ?

La première université d'été des Attac d'Europe

Envisagée dès 2005, la première université d'été des Attac d'Europe s'est tenue à Sarrebruck en août 2008. Elle a réuni plus de 800 personnes venues de toutes les associations Attac d'Europe. Tous les ateliers étaient traduits, simultanément ou consécutivement, en deux langues parmi le français, l'allemand et l'anglais. On peut considérer l'université d'été comme un moment décisif de l'évolution transnationale des Attac d'Europe.

Parmi les organisateurs, on retrouve beaucoup de personnes par ailleurs actives au sein d'Attacsem. À la différence de l'université d'été d'Attac France, qui privilégie l'intervention de spécialistes et l'acquisition de connaissances, l'université d'été de Sarrebruck devait être organisée en ateliers par ses participants, grâce à un site internet interactif. La langue en usage sur le site était avant tout l'anglais. Les documents traduits en plusieurs langues étaient le plus souvent le fait d'organisateurs français. L'université d'été des Attac d'Europe a permis la

création d'un certain nombre de réseaux, parmi lesquels Aquattac (sur la privatisation de l'eau), Attac Université (contre le processus de Bologne), le plan P (projet de constitution européenne).

Étant donné l'investissement des organisateurs, mais aussi des simples participants, l'université d'été de Sarrebruck a posé un problème d'articulation avec les universités d'été nationales, ainsi qu'avec le Forum social européen, qui se tenait à Malmö un mois après. Dans le cas français, une discussion s'est ouverte : l'université d'été de Sarrebruck, deux semaines avant celle d'Attac France, ne lui avait-elle pas « pris » un certain nombre de participants ? Ne fallait-il pas choisir entre l'une et l'autre, en imaginant par exemple des universités alternativement nationales et européennes ? Finalement, l'université d'été d'Attac France garde une fréquence annuelle, tandis que l'université d'été des Attac d'Europe devrait se tenir à terme tous les deux ans ; au cours des années intermédiaires, une rencontre entre acteurs des réseaux mis en place à Sarrebruck sera organisée. La première s'est tenue à Nanterre en septembre 2009 et a réuni environ 200 personnes.

Vers une culture politique transnationale ?

Malgré leurs différences de nature, ces rencontres ont confronté leurs participants à une même question : comment construire le dialogue entre militants de bonne volonté mais issus de cultures politiques nationales différentes ?

Objectifs explicites, objectifs implicites

Les rencontres des Attac d'Europe se veulent avant tout des moments pour

élaborer et mener des combats politiques communs. Curieusement, l'intercompréhension culturelle ne figure que rarement en tant que telle parmi leurs objectifs, alors qu'elle est omniprésente en pratique, y compris sous la forme de dispositifs volontaristes visant à susciter l'échange entre les participants.

Ainsi, lors des rencontres de Weimar, Toulouse et Sarrebruck, chacun des ateliers thématiques proposés comportait obligatoirement au moins deux organisateurs de nationalité différente. À Weimar comme à Sarrebruck, des dispositifs ludiques ont confronté les participants à des interlocuteurs d'autres pays. Lors de l'université d'été notamment, un événement quotidien a inauguré la journée. Il était intitulé *Get to know each other* (faire connaissance), et organisait par tirage au sort des tablées de discussion de trente minutes dans le réfectoire, à un fort moment d'affluence, juste après le petit déjeuner : le principe du tirage au sort contrarie les logiques spontanées de regroupement par connaissance, par affinités linguistiques ou nationales. L'université d'été proposait également une série d'ateliers de présentation de groupes Attac issus de différents pays. Chacun de ces ateliers présentait deux ou trois Attac nationaux, ce qui a permis un dialogue entre les présentateurs et présentatrices des différentes formations.

Ces dispositifs ne se limitaient pas à entretenir une bonne sociabilité. Ils contribuaient progressivement à l'homogénéisation des thématiques politiques au sein des différentes Attac, dont les priorités politiques étaient, et sont encore, relativement distinctes. À Sarrebruck, c'est par exemple à l'initiative de participants allemands qu'ont été abordées les questions de l'écologie, celle de l'État, ou encore celle de la xénophobie et

du racisme. C'est aux Autrichiennes que l'on doit l'essentiel des contributions sur le féminisme. Si la question de l'Europe politique était une priorité pour tous, les positions étaient nettement différentes chez les participants français, allemands et irlandais. C'est un participant hongrois qui a soulevé la question des Roms dans l'espace européen. Cette confrontation et cet échange sur ce qui semble prioritaire aux membres des différents Attac créaient les conditions d'une culture politique transnationale.

Les *hiatus* culturels

Les *hiatus* culturels dont il sera ici question résultent d'une situation où les évidences politiques et culturelles d'un acteur créent une situation d'incongruité, de gêne, de désaccord, voire de conflit. Dans le contexte de bonne volonté qui prévaut, renforcé par la politesse entre les hôtes et leurs invités, on choisit le plus souvent de ne pas parler de ces *hiatus*. Dans le cadre de cet article, en revanche, ils gagnent à être explicités.

Les références culturelles nationales grippent parfois la mécanique des interactions les plus anodines. À Weimar, par exemple, un Français a souhaité saluer une organisatrice allemande avant de partir. Il a demandé à une Française parlant allemand de la remercier en ces termes : « Le Général de Gaulle a dit : l'intendance suivra, et l'intendance a suivi ». Cette référence culturelle française a produit une situation de gêne chez la traductrice et l'interlocutrice allemande.

Les *hiatus* culturels ne sont cependant pas réductibles à des différences de cultures nationales. Dans chacun des cas observés, nous avons également constaté une différence sociale et/ou générationnelle. C'est dans les rencontres entre

comités locaux et à l'université d'été qu'on observe le plus fréquemment ces *hiatus*, c'est-à-dire dans des situations de plus grande hétérogénéité sociologique et générationnelle, où les règles de communication se testent et s'élaborent entre participants qui ne se connaissent pas. Le contraste est net avec les rencontres d'Attacsem où la proximité sociologique est grande et où les règles d'interaction sont rodées entre des participants qui se connaissent déjà.

C'est pourquoi la réflexion sur les différences culturelles, même triviales en apparence, peut contribuer au bon déroulement des rencontres. Pour commencer, les repas sont un enjeu de convivialité, mais ils constituent également un enjeu politique différent selon les pays, les groupes sociaux et générationnels (mange-t-on des produits locaux ? mange-t-on de la viande ?). À l'université d'été, les repas sans viande et la cuisine typiquement allemande qui sont servis aux convives provoquent un sentiment initial d'inconfort chez certains Français.

Ensuite, où se réunit-on ? Avec quels types de groupes ? La rencontre de Weimar se déroule dans les locaux d'une paroisse évangélique dont le pasteur est membre d'Attac. Certaines Églises sont d'ailleurs membres de l'association en Allemagne. C'est donc tout naturellement que le programme comporte, le dimanche matin, un service religieux pour les participants mais aussi pour les paroissiens, sur le thème de la pauvreté. Pour les participants français, cependant, le sermon ne fait pas partie des modes de diffusion politiques légitimes : sur les bancs de l'église, on les compte sur les doigts d'une main.

Autre question, comment les échanges doivent-ils se dérouler ? L'agacement est perceptible chez les Européennes du

nord dans un atelier où leur temps de parole n'est pas respecté par une intervenue française. Les participants d'Europe du Nord semblent généralement plus familiers d'une attitude réflexive sur la prise de parole et d'un plus fort degré de régulation. À âge et niveau d'études égaux, la culture de la prise de parole est sensiblement différente chez les participants français. Ainsi, la réticence de participants français est perceptible dans une séance plénière où la parole est donnée strictement à tour de rôle aux femmes et aux hommes. Au contraire, lors des réunions d'Attacsem, l'ambiance est détendue, les rapports policés, mais le contrôle de la parole strict.

Enfin la question de la langue est elle aussi source de *hiatus*. L'attachement militant de certains Français à la diversité linguistique et à l'utilisation de leur propre langue, ainsi que leur opposition à l'utilisation de l'anglais comme langue véhiculaire, se heurte à l'évidence aux habitudes de la majorité des participants allemands, scandinaves et d'Europe centrale. Cette évidence tient pour partie à des différences d'attitude nationale face à la langue anglaise, et pour partie à l'aisance en anglais des jeunes participants allemands et scandinaves, une langue qu'ils maîtrisent souvent à la perfection, contrairement à la majorité des participants français, et à la différence des participants français de la même génération à niveau d'études comparable. C'est sur ce sujet que se produit le *hiatus* le plus conflictuel qu'il nous a été donné d'observer. Lors de la session-bilan de la rencontre de Weimar, un participant se félicite de ce que les échanges se soient produits en français et en allemand (les langues respectives de la grande majorité des participants) et non en anglais. Un participant allemand prend alors la

parole, en français, et rétorque que cette manière de voir est typiquement française. Il enchaîne en allemand avec le célèbre slogan des opposants à l'impérialisme allemand : « *Nie wieder Deutschland !* » (Plus jamais l'Allemagne !) Sa réaction véhémente tient à ce qu'il a entendu la remarque du participant français comme une promotion nationaliste du français, qu'il récuse, lui, en tant qu'Allemand, en refusant de faire la promotion de sa propre langue nationale.

Les diverses rencontres d'Attac présentées ici témoignent d'une dynamique transnationale et de la forte volonté de ses membres de voir apparaître un espace public commun en Europe. Elles mettent en contact des groupes nationaux, mais aussi des groupes générationnels et des groupes sociologiques qui ne recourent que partiellement le découpage national. Ce constat vaut mise en garde contre une lecture univoque, voire nationaliste, des difficultés qu'il y a à créer un espace politique transnational. ■